

Vallières ravi du vent de renouveau dans Richmond

NDLR: Dans la foulée des attentes suscitées par le dépôt prochain des propositions constitutionnelles d'Ottawa, La Tribune a rendu compte au cours des derniers jours du point de vue des députés et ministres de la région. Ceux-ci ont également été invités à livrer une lecture personnelle de la situation économique régionale et à commenter quelques-uns des dossiers majeurs qui préoccupent la population de l'Estrie et du Québec.

Aujourd'hui, Yvon Vallières, député de Richmond, trace le portrait économique de son comté et parle de l'orientation qu'il préconise pour l'Estrie.

Michel MORIN Sherbrooke

Jadis basée sur la seule industrie de l'amiante, l'économie locale du comté de Richmond sort graduel-

lement de son cocon et parvient à se diversifier, au grand plaisir de son député et ministre, Yvon Vallières.

«Depuis quelques années, on se donne de l'infrastructure et ça commence à produire des résultats, dit-il. On commence à produire des résultats, dit-il.



«Depuis quelques années, on se donne de l'infrastructure et ça commence à produire des résultats», lance fièrement le ministre et député de Richmond, Yvon Vallières.

L'Estrie devrait «miser encore» sur les PME

Sherbrooke (MM)

L'économie régionale est en panne. En Estrie, selon les plus récentes statistiques, un taux de chômage accablant de 14 pour cent prévaut. A quand la relance? Qui doit l'engendrer?

Une telle constatation tranche nettement avec l'habituelle performance économique affichée par l'Estrie, fait remarquer d'entrée de jeu Yvon Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux pêcheries, à l'alimentation et au Développement régional.

Le constat étant établi, il importe maintenant de trouver la solution qui saura relancer la région sur la voie de la prospérité économique.

«Il ne faut pas se fier sur les derniers publics pour relancer l'économie, tranche le député de Richmond. S'adjoint le secteur privé constitue à mes yeux le meilleur moyen pour faire repartir la roue. En région, les petites et moyennes entreprises ont toujours été de bons créateurs d'emplois; il importe de miser encore sur elles.»

Sans les définir, le député-ministre insiste sur l'importance de mettre en place des structures qui permettront de reprendre le temps perdu. La situation actuelle est suffisamment préoccupante, juge Yvon Vallières, pour engendrer une réflexion beaucoup plus profonde.

A cette fin, le député de Richmond se demande si les intervenants économiques de la région ont choisi, dans le passé, les bons créneaux pour assurer la viabilité économique de la région.

«Mais ce n'est pas le temps de juger les gestes antérieurs. Il faut maintenant avoir une vue globale de l'économie. C'est pourquoi il devient approprié de revoir globalement nos programmes sociaux qui sont d'une gratuité très dispendieuse. Une réflexion d'envergure sur les projets de société s'impose.»

Santé

Dans le contexte actuel de restrictions budgétaires, il n'est pas interdit de penser à l'imposition d'un ticket modérateur ou orientateur dans le secteur de la santé. Tout en préservant l'accessibilité aux services, insiste le ministre Vallières.

«Sans couper partout et de façon aveugle, le gouvernement doit peut-être inciter les autres décideurs à faire un examen de conscience sur ce que doivent être, aujourd'hui, les choix de société, fait remarquer Vallières. Qu'on le veuille ou non, il y a des choix de société qui coûtent excessivement cher et que le gouvernement ne pourra maintenir que si le contexte budgétaire s'améliore. D'ici là, il faut peut-être repenser notre façon de voir les choses.»

fièrement le ministre délégué à l'Agriculture, aux pêcheries et à l'alimentation. Avec tout ce qui s'est ajouté dans le comté depuis les dernières années, on réussit un peu mieux à rivaliser avec les grands centres que sont Sherbrooke, Magog ou Drummondville.»

La preuve irréfutable

Preuve irréfutable de ce vent de renouveau, les jeunes travailleurs qui fuyaient cette région il n'y a pas encore très longtemps, commencent à revenir dans leur patelin. Yvon Vallières soutient même que de jeunes travailleurs quittent leur emploi permanent dans d'autres régions du Québec pour remettre le cap sur Asbestos et sa région immédiate.

Au grand soulagement de ses habitants, le comté de Richmond peut maintenant respirer, sans devoir tout

le temps penser à cette épée de Damoclès. L'industrie de l'amiante se porte mieux.

Rachetée par des intérêts locaux, JM Asbestos annonçait récemment un plan de redressement, lequel permet aux travailleurs syndiqués de participer au financement de l'entreprise. Au total, 115 millions \$ seront injectés à la mine Jeffrey. Québec a assuré l'entreprise d'une garantie de prêt de 25 millions \$.

«Il s'agit d'une grande victoire pour les travailleurs, reconnaît Yvon Vallières. Et c'est surtout un soupir de soulagement pour toute la population locale et des environs. On se croise les doigts et on espère que JM Asbestos aura le vent dans les voiles.»

Diversification

Mais le comté de Richmond, qui

touche à pas moins de cinq municipalités régionales de comté, ne se résume pas qu'à la ville d'Asbestos. Que ce soit à Warwick, Kingsey Falls ou St-Cyrille, la vitalité économique ne fait aucun doute. Et c'est d'ailleurs ce qui réjouit son député.

«J'ai toujours prêché que le développement de notre réseau routier constituerait notre planche de salut. Et c'est maintenant ce qui se produit, ajoute le député-ministre, référant à la réfection des routes 116, 255, 216, et, sous peu, la route 249. Partout où les routes ont été refaites, on a remarqué des investissements.»

S'il vante les mérites de Cascades et des Industries Ling, entre autres, le député de Richmond reconnaît toutefois l'existence de canards boiteux. Ainsi, l'Agence centrale de commercialisation qui, malgré un investissement de 1,5 million \$ de Québec,

bat sérieusement de l'aile. «Les volumes ne sont pas venus», explique M. Vallières, affirmant que Québec n'a pas l'intention de ressusciter cette agence.

Puis il y a le dossier de l'usine de valorisation des déchets, à Asbestos. Annoncé en grandes pompes il y a plus d'un an, le projet n'a jamais pris son envol. Il ne le prendra probablement jamais.

«Je ne mise plus sur ce projet; je ne veux pas être associé aux projets qui piétinent parce que c'est néfaste pour une région, analyse Vallières. De toute façon, il ne faut plus rêver aux grands projets dans Richmond et les intervenants locaux l'ont compris. La preuve est là.»

LIQUIDATION

ARBRES
ARBUSTES
CONIFÈRES

Jusqu'à

50%

PRUNUS
CISTENA

Feuillage rouge, 3 à 4 pi de hauteur rég. 18⁹⁵\$

HYPOPHAE
ARGENTÉ

20%

sur toute notre collection de

SPÉCIMEN
GREFFÉ et
PLEUREUR

- Centre de jardin
- Service d'entretien
- Aménagement paysager

TULIPES

Elles sont arrivées

MEILLEUR CHOIX EN VILLE

TERRE NOIRE 30 L

3 sacs pour 5⁹⁵\$

COMPOST ORGANIQUE

35 L 9⁹⁵\$
3 sacs pour

MOUSSE DE TOURBE

Sac de 4 pi cu 7⁹⁵\$

CHAUX DOLOMITIQUE

C.I.L., sac de 15 kg 6⁴⁹\$

ENGRAIS HIBERNAL

avec herbicide en sac de 9 kg 15⁹⁵\$

UN VASTE JARDIN

Plus de 30 ans
d'expérience

JARDIN

Eden

OUVERT

Tous les jours

Lundi au dim.: 9h à 18h
Jeudi-vend. jusqu'à 20h



33361

5330, boul. Bourque, Rock Forest, (819) 864-6831

Demain: Monique Gagnon-Tremblay, députée de St-François

Le PQ prêtera l'oreille aux doléances de la communauté anglophone

Québec (PC)

Les militants du Parti québécois prêteront l'oreille aux doléances de la communauté anglophone du Québec dans le cadre de leur Conseil national qui se tiendra, en fin de semaine, à Sainte-Anne-de-Bellevue, en plein coeur du bastion anglophone de la région métropolitaine.

La matinée de dimanche sera consacrée à un panel intitulé «La place de la communauté anglophone dans un Québec souverain» au cours duquel quatre personnalités du milieu anglophone s'adresseront aux membres du Parti québécois.

Il s'agit du président d'Alliance-Québec, Robert Keaton, l'ex-ministre libéral fédéral, Donald Johnston, le directeur de l'Association des écoles juives et membre du Conseil supérieur de l'éducation, Joseph Rabinovitch, et le président de l'Association des anglophones dans un Québec indépendant, David Payne.

Au cours d'un entretien, hier, à La Presse Canadienne, le directeur général du Parti québécois, Pierre Boileau, a rappelé que l'ordre du jour de ce Conseil national a été axé sur les anglophones du Québec après qu'on eût déploré que le dernier congrès du PQ, tenu en janvier

dernier, ait complètement passé sous silence cette question.

M. Boileau n'a pas caché que le Parti québécois doit faire ses devoirs sur cet important aspect inhérent à l'accession du Québec à la souveraineté, même si de larges pans de la position péquiste en cette matière sont déjà définis.

Pierre Boileau ne voit par ailleurs rien de discordant entre cette volonté du PQ de se rapprocher des anglophones et un certain nombre de projets de résolutions qui seront présentés au Conseil national, en fin de semaine, et qui réclament plus de français au sein de différentes institutions de l'Ouest de Montréal.

Ces propositions, provenant de l'Association péquiste du comté de Nelligan, demandent la transformation de l'hôpital militaire de Sainte-Anne-de-Bellevue en un centre hospitalier francophone, la mise en place d'un centre des services sociaux sous gestion francophone dans l'Ouest de Montréal, et l'implantation, sur ce même territoire, d'un cégep francophone autonome.

M. Boileau explique que ces résolutions ne sont pas «contradictoires» avec les objectifs du PQ à l'égard des anglophones, et que «ça n'exclut pas que les deux communautés aient des services suffisants dans leur langue».

Forum

Jean-Guy Dubuc, Président et Éditeur

Jacques Pronovost, Rédacteur en chef

Roch Bilodeau, Editorialiste-adjoint

ÉDITORIAL

L'éveil des consciences

Jacques PRONOVOST

Quand le train passe sans s'arrêter, il faut comprendre qu'on n'était pas au bon endroit, au bon moment. Le Québec, comme le Canada tout entier, le réalise aujourd'hui. Il a fallu que ça fasse mal. Les emplois disparaissent aussi vite que le train file. Encore hier le Groupe PPD annonçait la mise à pied de 175 travailleurs à Sherbrooke. Cela ne faisait que s'ajouter aux annonces désastreuses pour l'est de Montréal en début de semaine.

Le ministre Gérard Tremblay a lancé cette vision d'apocalypse la semaine dernière en affirmant que notre économie était en état d'urgence. Pour ne pas dire que notre société était déjà aux soins intensifs. Et pour dire que le remède-miracle passe par le changement de nos mentalités et par notre ouverture au monde extérieur. Ce n'est pourtant pas d'hier que les milieux économiques fondent leur argumentation sur le credo de la mondialisation des marchés. De beaux mots auxquels on n'a pas attaché suffisamment d'actions.

La nouvelle politique des Affaires internationales que lançait hier le ministre John Ciaccia, refait le même constat, relance les mêmes objectifs d'ouverture aux marchés extérieurs, de formation de la main-d'oeuvre, d'investissement en recherche et développement, d'accroissement des connaissances scientifiques et d'innovations technologiques, de développement durable et d'engagement sur la voie de la transformation des produits ici avant de les exporter.

Le langage n'est pas nouveau. Il a surtout le mérite d'arriver à point. Juste quand les consciences commencent à s'éveiller par l'effet d'un choc brutal.

La politique du ministre des Affaires internationales n'est pas qu'économique mais sa base repose entièrement sur ce postulat du commerce et des relations d'affaires. Elle reflète cependant une véritable intention de coordination entre les différents ministères, une volonté d'action qui peut laisser espérer qu'on dépassera bientôt le stade des belles phrases bien tournées comme le sont celles du document en question.

Les régions comme Sherbrooke auront aussi leur rôle à jouer dans ce renouveau. En terme d'ententes de coopération internationale par nos universités, nos entreprises, nos centres de recherche. Comme l'entente annoncée cette semaine entre l'hôpital d'Youville et celui de Toulouse en France ou les échanges internationaux des universités locales. Les PME seront aussi appelés à viser plus loin. Seulement 13% des petites entreprises québécoises exportent. Il y a place à l'amélioration à laquelle sont conviées aussi les PME estriennes comme les plus grosses entreprises d'ici. Le changement de cap, c'est pour nous comme pour les autres!

La politique des Affaires internationales de M. Ciaccia a le mérite de poser clairement le problème et de proposer des pistes de solutions intéressantes. Sûrement un élément de solution à nos terribles problèmes économiques. En autant que tous les Québécois comprennent que c'est maintenant le temps d'agir.

OPINION DES AUTRES

Une de perdue, aucune de retrouvée

La fermeture des Ateliers Angus du CP était inévitable. Le trafic ferroviaire est concentré dans l'Ouest et le CP ne veut pas y fermer ses autres ateliers. Elle était tellement inévitable que les syndicats avaient renoncé en 1986 à des augmentations salariales pour obtenir une garantie de salaire en cas de fermeture.

Cela n'empêche pas les Montréalais de se demander si la compagnie ou les gouvernements n'auraient pas dû faire un effort pour sauver ce fleuron de l'est de la ville depuis un demi-siècle. La réponse, bien sûr, est «non». Les ateliers offraient des services dont la demande est en baisse et ils se prétaient mal à la conversion à d'autres activités du CP.

Ce sont donc 900 emplois qui sont perdus à Montréal — davantage si on compte ceux qui dépendaient des achats locaux d'Angus. Le choc pour les employés est amorti par les garanties financières qui devraient les aider à se recycler ailleurs. Il est peut-être pire pour les autres qui cherchent un emploi à Montréal et qui constatent que la fin officielle de la récession n'a aucun effet sur la tendance qu'a Montréal à perdre ses industries.

La perte d'industries vieillissantes n'est pas une tragédie. C'est un phénomène qui est lié au développement économique et, souvent, à la lutte contre la pollution et contre les conditions de travail insalubres.

La vraie tragédie de Montréal est qu'il n'y a personne pour se disputer les terrains et les installations abandonnées en vue d'y établir de nouvelles industries.

Une des raisons de cette situation vient du fait que les entreprises dont le succès a fait la grandeur de Montréal n'est plus au coeur de leurs activités et des préoccupations de leurs actionnaires. Montréal perd ses chefs d'entreprise et gagne, en échange, une armée de gestionnaires. Mais ce ne sont pas les gestionnaires qui feront oeuvre de pionniers dans le désert industriel de l'Est.
Frédéric WAGNIÈRE
LA PRESSE

ANALYSE

Républiques soviétiques: chacun pour soi

L'ouverture à Moscou, le mardi 10 septembre, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à quelque chose de surréaliste, à l'heure où l'on ignore jusqu'à l'identité et à la composition du pays hôte...

Lorsque le Kremlin avait proposé d'organiser le grand forum de la CSCE consacré aux droits de l'homme, en 1986, l'Occident avait crié à l'indécence: des centaines de dissidents peuplaient les goulags, Andreï Sakharov se morfondait à Gorki sous la garde du KGB, les croyants étaient persécutés, les minorités nationales réduites au silence. Aujourd'hui, les dissidents ont parfois remplacé les apparatchiks au pouvoir (comme à Erevan, Tbilissi, Lvov, Vilnius, etc.), le mythe de Sakharov a détrôné celui de Lénine, les popes ont succédé aux commissaires politiques sur les écrans de la télévision et le KGB n'est plus qu'un sinistre souvenir.

Mais, surtout, les peuples opprimés par l'empire, à commencer par la

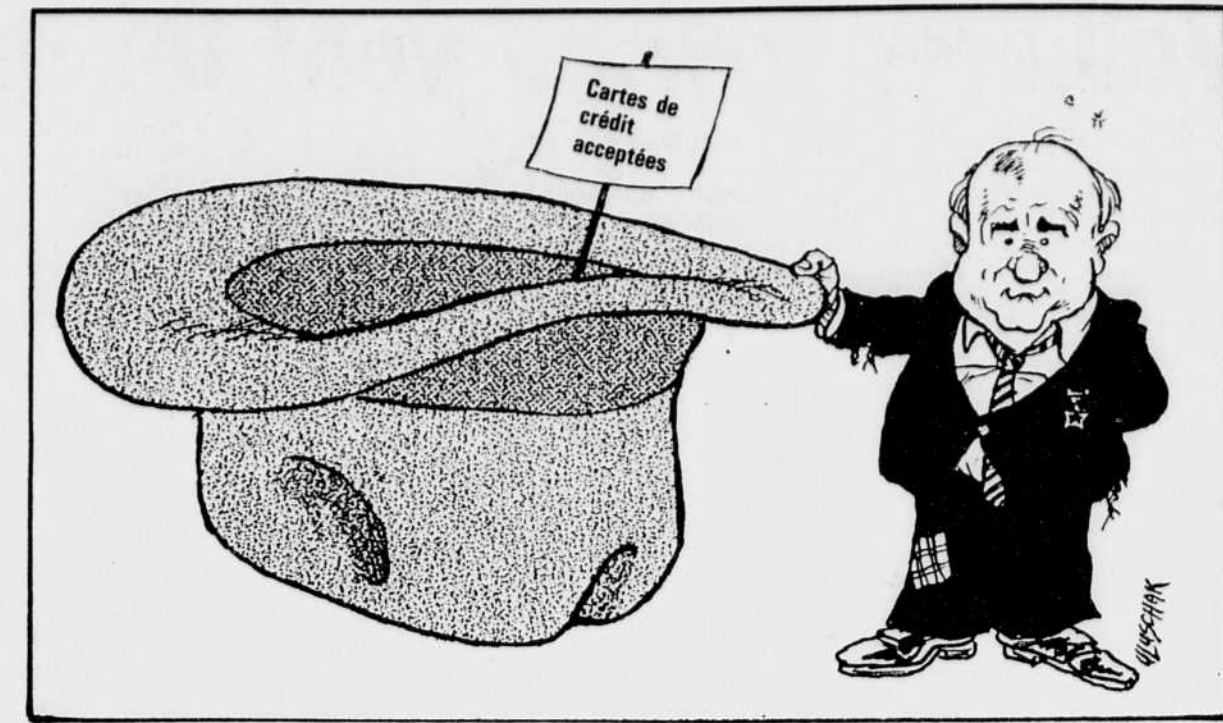
Russie, ont transformé l'URSS en une fiction politique. Partout où la main de Moscou pesait naguère sur les affaires locales, partout où le Parti, l'armée et le KGB faisaient taire la moindre revendication autonomiste, un grand vertige a saisi dirigeants et populations: nations ressuscitées, minorités locales et anciens chefs de clan débarrassés de leurs attributs léninistes, tous se sont jetés, loin du «centre», dans une course débridée au chacun-pour-soi.

Celle-ci peut prendre des allures policées, comme dans les pays Baltes. Enfin reconnus indépendants par le Conseil d'État de l'URSS, le 6 septembre, les Lituaniens, Lettons et Estoniens ont aussitôt entamé les démarches pour prendre place dans le concert des États modernes: membres de la CSCE depuis le 10 septembre, les trois États devraient faire leur entrée à l'ONU dans quelques jours.

Mais le cas de Baltes a provoqué quelques jalousies. Celle de la Moldavie, d'abord, dont l'annexion date,

elle aussi, de l'application du pacte germano-soviétique, en 1939. La Moldova (c'est son nouveau nom) a bien l'intention, à terme, de réintégrer la Roumanie voisine — le président moldave, Mircea Snegur, et le chef du gouvernement roumain, Petre Roman, se sont rencontrés le 7 septembre à ce sujet — ce qui provoque l'angoisse des minorités non roumaines (Russes, Ukrainiens et Gagaouzes), prêtes à faire, à leur tour, sécession.

La Géorgie, ensuite, qui vient de rompre tous les ponts avec l'URSS, pour le meilleur et, aussi, pour le pire. La turbulente république caucasienne se trouve menacée d'une double guerre civile: d'une part, entre le pouvoir central géorgien et la minorité ossète, que le président élu Zviad Gamsakhourdia a voulu rayer de la carte d'un trait de plume (100 000 Ossètes du Sud se sont déjà réfugiés en Russie); d'autre part, entre les partisans du nouveau pouvoir et les opposants à Gamsakhourdia, trai-



TRIBUNE LIBRE

Pour susciter la solidarité

Les agressions sexuelles, les abus sexuels envers les enfants, le harcèlement sexuel en milieu de travail et partout ailleurs, la pornographie, la violence conjugale et la publicité sexiste font partie du quotidien des femmes.

La violence faite aux femmes a des conséquences sur nous toutes; elle limite notre droit à la mobilité, à la sécurité, à la liberté. Cette violence nous maintient dans la dépendance et la peur; elle atteint l'intégrité de toutes les femmes.

La journée d'action contre la violence faite aux femmes, vendredi le 20 septembre, se veut un moment privilégié pour susciter la solidarité des femmes, pour la dénonciation et la riposte face à la violence que nous subissons quotidiennement et pour sen-

sibiliser le public par rapport à cette violence par l'entremise d'actions significatives.

Profiteons de cette journée pour:

— s'informer sur ce problème. Essayer de comprendre. Remettre en question nos préjugés;

— s'interroger sur nos rapports avec les autres;

— trouver des moyens pour qu'ils soient satisfaisants et harmonieux;

— examiner notre quotidien. Identifier les situations qui nous agressent, qui nous font mal. Prendre conscience de notre vulnérabilité à la violence; changer la perception que nous avons de nous. Se donner le droit de dire non et de ne plus tolérer ces situations;

— en parler avec d'autres, partager nos sentiments, nos solutions, s'organiser entre nous.

Pour sa part, le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de Sherbrooke privilégie cette année la sensibilisation de la population contre le jugement de la cour suprême du Canada. Ce jugement permet à l'accusé d'invoquer le comportement sexuel passé de la victime pour assurer sa défense.

En ce sens, le Centre d'aide fait circuler une pétition qui dénonce ce jugement. Vous pouvez référer au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de Sherbrooke pour plus d'informations.

Sandra Rousseau
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de Sherbrooke

Victoire!

En tant qu'administrateur à la Corporation Professionnelle des Infirmières et Infirmiers auxiliaires du Québec pour la région des Cantons de l'Est, il me fait un grand plaisir d'annoncer aux infirmières et infirmiers de cette région l'éclatante victoire que nous avons remportée auprès du gouvernement du Québec: «La reconnaissance de la profession des infirmières et infirmiers auxiliaires».

Le 30 août 1991, à l'Assemblée nationale, on adoptait la loi 120 dans laquelle il est clairement spécifié que les infirmières et les infirmiers auxiliaires sont considérés comme étant des professionnels à part entière dans le réseau de la santé.

C'est après une discussion longue et ardue de plusieurs décennies que l'on a enfin reconnu notre existence, notre compétence et notre importance auprès de ceux et celles qui souffrent.

Je me fais le devoir de féliciter les infirmières et infirmiers auxiliaires de la région de l'Estrie. Je dis de tout coeur merci aux personnes qui, de près ou de loin, nous ont appuyés dans notre cause. Merci, monsieur le ministre Marc-Yvan Côté pour votre juste décision. Merci, mesdames et messieurs les députés pour votre compréhension. Merci aux infirmières et infirmiers auxiliaires qui ont cru en leur cause. Merci aux infirmières et infirmiers autorisés pour votre grande ouverture d'esprit et votre empathie à notre égard. Et merci à vous, le public pour votre touchante sympathie et votre grande marque de confiance.

J'espère maintenant que les choses vont fonctionner dans les règles et avec rapidité pour que les bénéficiaires en profitent le plus tôt possible.

Lionel Lambert

Pauvre rivière

Rivière, dis-moi qui te fréquente et je te dirai qui tu es. Ma rivière dont jadis l'eau si pure enchantait l'âme rêveuse, maintenant ta clarté limpide n'est plus que souvenir.

L'odeur putride que tes eaux dégagent ne doivent pas te culpabiliser; tu n'y es pour rien: les hommes et leurs industries ont brouillé et pollué ton visage. Le mouvement, la vie qu'apportait la tumulte de tes vagues s'est figé. Des monstres aquatiques t'ont envahie. Hier, tes habitants joyeux s'amusaient et nageaient librement dans tes eaux saines. Ce matin, encore une fois, j'ai retrouvé un pauvre poisson, ventre retourné, agonisant sur la rive.

Pendant ce temps, ceux qui devraient s'unir pour te délivrer de cette

sacrée pollution, ceux-là même qui, jadis te contemplaient ravis les beaux soirs d'été, les hommes puisqu'il faut les appeler par leur nom, les importants, les titrés, autant que les sans grade, se battent, se chamaillent à qui mieux mieux pour savoir lequel d'entre eux aura la meilleure idée ou la meilleure machine.

Les discussions, les luttes politiques s'éternisent pendant que toi, ô ma rivière, tu croupis dans ta boue visqueuse, tu étouffes n'entendant plus que propos viciés.

«A l'aide ou à l'oeuvre!», essaie-tu de nous dire. Mais trop tard, ta voix chantante s'éteint et tu ne seras bientôt plus qu'une mare aux grenouilles verte et morte.

Claudette Picard

Association québécoise des sports en fauteuil roulant

Mikhaïl Gorbatchev

L'EXPRESS

Tchétchènes-Ingouches

(qui refusent la tutelle de Boris Eltsine), l'effondrement du Parti, c'est-à-dire de l'URSS, a déclenché une vague de revendications autonomistes ou séparatistes qui cache souvent, comme dans les républiques musulmanes, une formidable volonté de pouvoir. Laquelle risque fort, ici et là, de faire couler le sang.

L'ancien titulaire du pouvoir impérial, Mikhaïl Gorbatchev, n'y peut plus rien. Or Boris Eltsine, président de la plus «dominatrice» de ces nations retrouvées, la Russie, est mal placé pour s'interposer dans ces multiples conflits locaux. Dont les protagonistes, potentats locaux ou indépendantistes hors la loi, se moquent bien de la CSCE et des droits de l'homme...

Bernard LECOMTE

L'EXPRESS

Mikhaïl Gorbatchev

L'EXPRESS

Tchétchènes-Ingouches

(qui refusent la tutelle de Boris Eltsine), l'effondrement du Parti, c'est-à-dire de l'URSS, a déclenché une vague de revendications autonomistes ou séparatistes qui cache souvent, comme dans les républiques musulmanes, une formidable volonté de pouvoir. Laquelle risque fort, ici et là, de faire couler le sang.

L'ancien titulaire du pouvoir impérial, Mikhaïl Gorbatchev, n'y peut plus rien. Or Boris Eltsine, président de la plus «dominatrice» de ces nations retrouvées, la Russie, est mal placé pour s'interposer dans ces multiples conflits locaux. Dont les protagonistes, potentats locaux ou indépendantistes hors la loi, se moquent bien de la CSCE et des droits de l'homme...

Bernard LECOMTE

L'EXPRESS

Mikhaïl Gorbatchev

L'EXPRESS

Tchétchènes-Ingouches

(qui refusent la tutelle de Boris Eltsine), l'effondrement du Parti, c'est-à-dire de l'URSS, a déclenché une vague de revendications autonomistes ou séparatistes qui cache souvent, comme dans les républiques musulmanes, une formidable volonté de pouvoir. Laquelle risque fort, ici et là, de faire couler le sang.

L'ancien titulaire du pouvoir impérial, Mikhaïl Gorbatchev, n'y peut plus rien. Or Boris Eltsine, président de la plus «dominatrice» de ces nations retrouvées, la Russie, est mal placé pour s'interposer dans ces multiples conflits locaux. Dont les protagonistes, potentats locaux ou indépendantistes hors la loi, se moquent bien de la CSCE et des droits de l'homme...

Bernard LECOMTE

L'EXPRESS

Mikhaïl Gorbatchev

L'EXPRESS

Tchétchènes-Ingouches

(qui refusent la tutelle de Boris Eltsine), l'effondrement du Parti, c'est-à-dire de l'URSS, a déclenché une vague de revendications autonomistes ou séparatistes qui cache souvent, comme dans les républiques musulmanes, une formidable volonté de pouvoir. Laquelle risque fort, ici et là, de faire couler le sang.

L'ancien titulaire du pouvoir impérial, Mikhaïl Gorbatchev, n'y peut plus rien. Or Boris Eltsine, président de la plus «dominatrice» de ces nations retrouvées, la Russie, est mal placé pour s'interposer dans ces multiples conflits locaux. Dont les protagonistes, potentats locaux ou indépendantistes hors la loi, se moquent bien de la CSCE et des droits de l'homme...

Bernard LECOMTE

L'EXPRESS

Mikhaïl Gorbatchev

L'EXPRESS

Tchétchènes-Ingouches

(qui refusent la tutelle de Boris Eltsine), l'effondrement du Parti, c'est-à-dire de l'URSS, a déclenché une vague de revendications autonomistes ou séparatistes qui cache souvent, comme dans les républiques musulmanes, une formidable volonté de pouvoir. Laquelle risque fort, ici et là, de faire couler le sang.

L'ancien titulaire du pouvoir impérial, Mikhaïl Gorbatchev, n'y peut plus rien. Or Boris Eltsine, président de la plus «dominatrice» de ces nations retrouvées, la Russie, est mal placé pour s'interposer dans ces multiples conflits locaux. Dont les protagonistes, potentats locaux ou indépendantistes hors la loi, se moquent bien de la CSCE et des droits de l'homme...

Bernard LECOMTE

L'EXPRESS

Mikhaïl Gorbatchev

L'EXPRESS

Tchétchènes-Ingouches

(qui refusent la tutelle de Boris Eltsine), l'effondrement du Parti, c'est-à-dire de l'URSS, a déclenché une vague de revendications autonomistes ou séparatistes qui cache souvent, comme dans les républiques musulmanes, une formidable volonté de pouvoir. Laquelle risque fort, ici et là, de faire couler le sang.

L'ancien titulaire du pouvoir impérial, Mikhaïl Gorbatchev, n'y peut plus rien. Or Boris Eltsine, président de la plus «dominatrice» de ces nations retrouvées, la Russie, est mal placé pour s'interposer dans ces multiples conflits locaux. Dont les protagonistes, potentats locaux ou indépendantistes hors la loi, se moquent bien de la CSCE et des droits de l'homme...

Bernard LECOMTE

L'EXPRESS

Mikhaïl Gorbatchev

L'EXPRESS

Tchétchènes-Ingouches

(qui refusent la tutelle de Boris Eltsine), l'effondrement du Parti, c'est-à-dire de l'URSS, a déclenché une vague de revendications autonomistes ou séparatistes qui cache souvent, comme dans les républiques musulmanes, une formidable volonté de pouvoir. Laquelle risque fort, ici et là, de faire couler le sang.

SUPER VENTE DE MATELAS PLEIN CAMION



UN OREILLER GRATUIT
à l'achat d'un matelas 1 place.
DEUX OREILLERS GRATUITS
à l'achat d'un matelas 2 places ou grand lit.

MATELAS SUPER CHIRO

format 1 place	\$99
format 2 places	\$139
format grand lit	\$199

MATELAS **\$69**
39 po à partir de

MATELAS **\$99**
54 po à partir de

**Exigez un matelas
signé**

MATELAS INTERNATIONAL

MATELAS CHIRO PLUS garanti 15 ans

format 1 place	\$139
format 2 places	\$179
format grand lit	\$219

MATELAS ORTHOPÉDIQUE garanti 25 ans

format 1 place	\$179
format 2 places	\$229
format grand lit	\$279

M E U B L E S

Chez Pierre
LTÉE

«Plus fort que jamais»

5215, boul. Bourque, Rock Forest
(819) 864-4251

TOUT DOIT SORTIR!

ATTENTION!
Balance du
manufacturier

avec de légères
imperfections.

Prix incroyables!

EXEMPLE A VOIR SUR PLACE!

Rég: 49,95\$ — spéc.: 21⁹⁵\$
39,95\$ — spéc.: 16⁹⁵\$
29,95\$ — spéc.: 12⁹⁵\$
21,95\$ — spéc.: 9⁹⁵\$
Excellent choix de couleurs!

TAPIS DE VELOURS

endos de
jute, 100%
nylon
1ère qualité!

11,95\$
V.C.

TAPIS COMMERCIAL

idéal pour
sous-sol

3,95\$
V.C.

à partir de

PEINTURE

**CROWN
DIAMOND**

Spéciaux printaniers

économisez davantage en achetant le format de 20 l.

Tuile

à partir de

59¢

LOT DE COUPONS

première qualité

RABAIS 20% à 50%
de
Toutes les grandeurs!

PRÉLART
sans cirage

de 5,95\$ à 16,95\$

Les Tapis Donald Blanchette Inc.

1831, rue Dunant (PRÈS DU CARREFOUR DUNANT)

Tél.: 822-3167 569-8141

Vivre

«Même s'il est positif, le stress doit être absolument contrôlé»

— Dr André Arsenault

François GOUGEON

Sherbrooke

«Le stress, même s'il est positif, doit absolument être contrôlé. Sinon, comme par exemple dans le travail, et malgré la source de satisfaction que cela peut représenter, le prix à payer en bout de ligne risque souvent d'être très élevé!»

Ce sera entre autres le burnout, rajoute le Dr André Arsenault, un professeur de relations industrielles, invité à Sherbrooke pour y animer aujourd'hui même, en collaboration avec la Caisse d'économie des cantons et par le biais de la Fondation québécoise des maladies mentales, un programme de formation portant justement sur la maîtrise du stress. Ce mal du siècle de notre société moderne qui, selon plusieurs, joue même un rôle très important à la base des problèmes de santé mentale.

Le stress positif, expose le Dr Arsenault, soit celui qui fait qu'une personne jouit littéralement à exercer son travail, comporte donc son lot d'effets indésirables. «À la longue, il finit par être destructeur car, sans trop s'en rendre compte, un individu se coupe de son milieu: ce sont autant



Dr André Arsenault

de proches (femmes, enfants) qui finissent par souffrir de la situation... Pour chaque burnout, il n'y a pas qu'une personne en cause mais toutes celles qui lui sont proches.»

Société de performance? «Bien sûr. Et le plus cocasse c'est que pour bien des gens, par exemple des professionnels, qui croient avoir un con-

trôle énorme dans l'exercice de leur fonction, n'ont en fait qu'un contrôle très limité: c'est davantage la réalité qui les contrôle... Les gens n'en prennent pas conscience, mais c'est fondamental d'éliminer le stress à sa source même. Après évaluation, cela pourra peut-être vouloir dire de changer de job tout simplement», note celui qui a travaillé au CHUS de 1970 à 1976.

Quand il voit la situation actuelle, le Dr Arsenault trouve que ça n'augure pas très bien et que, inévitablement, des changements devront se produire dans la société. Car si le stress se manifeste à travers les indicateurs économiques, alors «on n'est pas sorti de l'auberge» face à la situation actuelle. Il se dit en «profond désaccord» avec les intervenants socio-économiques pour qui le remède à tous nos maux doit passer par une augmentation de la productivité. «Ceux qui laissent entendre que notre économie n'est pas assez productive font fausse route. On n'a qu'à voir les progrès accomplis par la mécanisation, l'automatisation et la robotisation. Le problème, c'en est un de manque de créativité, pas de productivité», devait-il aussi soumettre.

Une parade soulignera le 125e du régiment des Sherbrooke Hussars

Marco FORTIER

Sherbrooke

Le régiment des Sherbrooke Hussars célèbre demain son 125e anniversaire par une parade de chars blindés et de militaires, au Champ-de-Mars, à compter de 14 heures.

Près de 150 vétérans du régiment devraient se joindre aux 180 membres actuels pour cette fête, durant laquelle on dédiera une plaque commémorative au char Sherman, exposé en permanence au Champ-de-Mars. Son mérite: il est le seul char à avoir survécu du «Jour J», le 6 juin 1944, au

«Jour V», au terme de la Deuxième Guerre mondiale, le 19 août 1945.

Les Sherbrooke Hussars ont été fondés le 21 septembre 1866, à Sherbrooke. Ils portaient le nom de «The Sherbrooke Regiment». Depuis, ils ont changé de nom une dizaine de fois, jusqu'au 15 février 1965, où ils prenaient leur nom actuel à la suite de la fusion du Sherbrooke Regiment et du 7th-11th Hussars.

Le régiment a participé aux deux Grandes Guerres. En 14-18, il a fourni des volontaires au 12e bataillon du Corps expéditionnaire canadien et au 5th Canadian Mounted Rifles. Il forme par la suite le 117e bataillon du Corps.

En 1940, le régiment a traversé au Royaume-Uni, intégrant la 2e brigade blindée canadienne, comme 27e régiment blindé.

Le Sherbrooke Hussars a ensuite adopté un rôle de reconnaissance, jusqu'en 1980, alors qu'il redevenait un régiment blindé, utilisant des véhicules de type Cougar. Les miliciens s'entraînent tout de même encore à la reconnaissance.



Les miliciennes Marie-Pierre Vigneux, soldate, et Patricia Beaugard, caporal-chef, se préparent à la parade de demain soulignant le 125e anniversaire de leur régiment.

EN BREF

Les gagnants du bridge

Club de bridge de Sherbrooke (affilié à l'ACBL), séance du 17 septembre.

Les gagnants sont: NORD-SUD: Paul Émond et René Arsenault, Margot Fortier et Huguette Gagné, Francine et Jean-Guy Adam, Jeanne Labrecque et Rita Moreau, Hélène Beaulieu et Rosaire Côté, Carmen Allard et Jeanne-d'Arc Meunier.

EST-OUEST: Marlène DeCouvreur et Jean-Marie Beaudoin, Claudette Lemay et Roger Robert, Raymonde Therrien et Rita Robert, Denise Mercier et Pierre Légaré, Pauline Fortier et Yvette Codère,

Pierre Cloutier et Luc Parenteau. Séance de bridge du vendredi soir 13 septembre.

Les gagnants sont NORD-SUD: Jean-Marie et Raymonde Therrien, Thérèse Bolduc et Paulette Charbon, Noëlla Barré et Simone Duranleau, Claudette Bérard et Lise Meunier, Pauline Roy et Claire Fiset.

EST-OUEST: Manon Enslin et Carmen Gauthier, Ruth Côté et Jeannette Bolduc, Fernande Drapeau et Madeleine Vanier, Lise Rodrigue et Loretta Collard, Marcel Fiset et Jean-François Bolduc.

Campagne d'économie d'énergie

Hydro-Québec vient de lancer le second volet de son Programme de promotion des produits économeurs d'énergie.

En s'associant avec 42 chaînes de détaillants représentant plus de 2500 magasins, la société d'État investira plus de 2,3 millions \$ pour informer et inciter les consommateurs québécois à acheter des produits économeurs d'énergie pour leur maison. Le résultat de ce programme devrait permettre d'économiser 350 millions de kilowatt-heures au cours des 10 prochaines années, ce qui correspond à un coût de production moindre de 17 millions \$.

Au cours de ce deuxième volet de la campagne d'Hydro-Québec, qui se poursuivra jusqu'au 24 décembre, les détaillants participants feront la promotion de plus d'une centaine de produits économeurs d'énergie.

Lancé pour la première fois au printemps, ce programme a connu un franc succès auprès des consommateurs. Les rapports de vente des détaillants indiquent que l'achat de 263 000 articles économeurs d'énergie additionnels a été directement relié à la campagne de promotion.

Comment parler pour que les enfants écoutent

Le CLSC du Val Saint-François invite les parents dont les enfants fréquentent une école primaire à Windsor ou de la périphérie à une série de cinq rencontres, tenues sous le vocable: «Comment parler pour que les enfants nous écoutent...».

Cette série de rencontres débutera le mardi 24 septembre, à l'école élémentaire St-Philippe de Windsor. Les parents intéressés doivent

s'inscrire auprès de Mme Colombe Landry ou de M. Marcel Mathieu, intervenants sociaux au CLSC, en appelant à 845-2792.

Ces rencontres sont gratuites et le nombre des participants sera limité à 15.

Il sera également question de savoir écouter, afin que les enfants puissent parler. Bref, ces rencontres visent à aplanir certaines difficultés reliées au rôle de parent.

CARNET COMMUNAUTAIRE

Bercethon à

St-François-Xavier

Le club Optimiste St-François-Xavier de Brompton organise un bercethon extérieur demain samedi, de 10 h à 18 h, au coin des rues Principale et de l'Église. Les profits serviront à financer différentes activités du club.

Le langage des auras

Le Centre culturel de l'Ordre de la Rose-Croix AMORC de Sherbrooke organise une conférence demain samedi, à 20 h, à la salle Champlain de l'Hôtel Le Président. Ghislain Tremblay animera la rencontre qui a pour thème: «Le langage des auras».

Brunch à Stoke

Le Club du deuxième et troisième âge tiendra un brunch dimanche, de 10 h à 14 h, à la salle communautaire de Stoke. Rés.: 878-3351, 878-3551.

Le trouble d'anxiété

L'Association des parents et amis des malades mentaux de l'Estrie organise une rencontre le mercredi 25 septembre, à 19 h 30, à la salle 53-284 du pavillon 2, du Collège de Sherbrooke, 375, rue Parc, à Sherbrooke. «Les troubles d'anxiété», tel sera le sujet abordé par la personne-ressource, le Dr Jean-Philippe Boulanger, psychiatre, responsable de la Clinique d'anxiété et directeur du programme de recherche clinique au département de psychiatrie du CHUS.

Défilé de mode

Le Cercle des Filles d'Isabelle Marie-Julie 1260 organise un défilé de mode le samedi 28 septembre, à 20 h, au sous-sol de l'église Notre-Dame du Perpétuel Secours, rue Ontario, à Sherbrooke. Inf.: 562-1322, 562-2990 (après 17 h).

Club Bel Age

Le Club Bel Age organise un souper suivi d'une soirée dansante le samedi 28 septembre, à compter de 17 h 30, au sous-sol de l'église de St-Denis de Brompton. Rés.: avant le 26 septembre au 846-2579, 846-2654.

National

Descentes anti-drogues: 30 arrestations

Lac-à-la-Tortue (PC)

La police a porté un dur coup au monde de la drogue, en Mauricie et dans la région de Mont-Laurier, hier, en procédant à deux séries de perquisitions qui se sont soldées par l'arrestation d'une trentaine de personnes.

Très tôt, hier matin, une soixantaine de policiers de la Sûreté du Québec, de la Sécurité publique de Shawinigan et de la Sécurité publique de Shawinigan-Sud ont été appelés à procéder à des perquisitions en Mauricie.

Sept hommes et trois femmes, qui seraient tous membres du club de motards «Les Prédateurs», club sympathisant des Hell's Angels, selon la SQ, ont comparu en après-midi, devant un juge de paix, au palais de justice de Shawinigan.

Deux des trois femmes de même que les sept hommes ont été accusés de trafic de drogue. Quant à l'autre femme, elle est soupçonnée de possession seulement.

Au local des motards, à Lac-à-la-

Tortue, à l'est de Grand-Mère, les policiers affirment avoir découvert environ 14 onces de cocaïne, camouflée avec du riz, dans des boîtes d'acier dont les Forces armées se servent pour remiser les balles. Les boîtes étaient enterrées sous quelques pouces de terre, sur le terrain à l'arrière du local. La drogue saisi serait évaluée sur le marché noir, à quelque 300 000 \$.

Les policiers ont frappé simultanément dans huit résidences à Saint-Boniface, Shawinigan, Shawinigan-Sud et Lac-à-la-Tortue, de même qu'au local du club de motards, une maison de deux étages dont les accès ont été renforcés pour limiter toute intrusion non souhaitée. Les policiers avaient même retenu les services d'un opérateur de chargeuse mécanique, au cas où le ou les occupants du local auraient résisté.

Selon les enquêteurs, les transactions de stupéfiants se faisaient surtout dans certains établissements licenciés.

Par ailleurs, vingt personnes ont été arrêtées hier à Labelle, Mont-

Laurier et dans les localités voisines dans le cadre d'une enquête de la Sû-

reté du Québec sur des transactions liées aux stupéfiants.



Voici les questions qui seront abordées:

La Russie devient ami avec les États-Unis.

L'Europe sort de ses cendres.

Babylone, l'Irak moderne, fait à nouveau surface, et Jérusalem est au centre de nos actualités.

Qu'est-ce que cela signifie?

Où cela va nous conduire?

Conférence sur
Les conséquences de la
crise du Golfe Persique

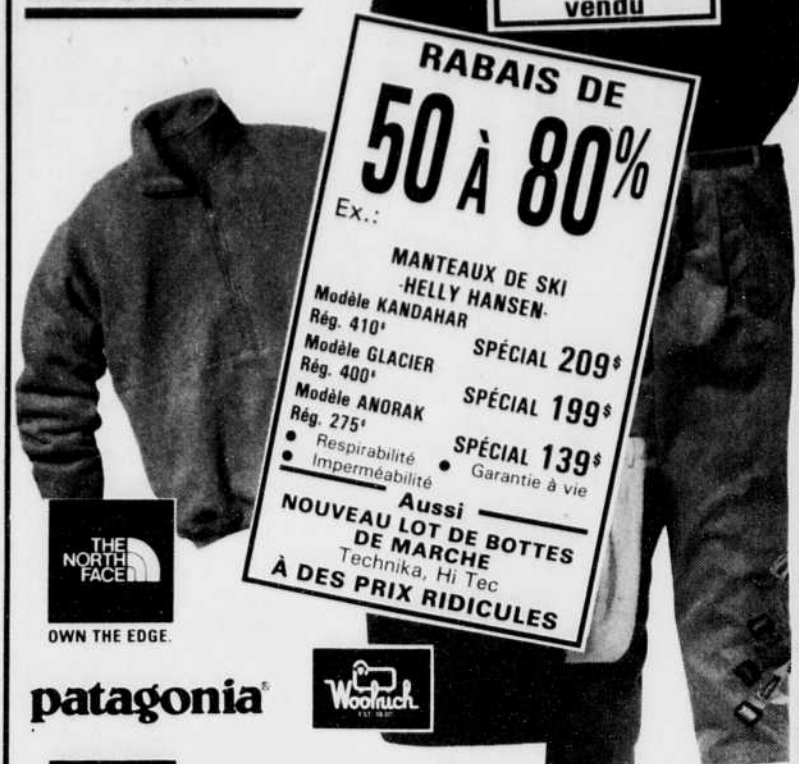
— ENTRÉE LIBRE —

21 ET 22 SEPTEMBRE À 19h30
CEGEP DE SHERBROOKE
(salle Alfred Desrochers)

À NE PAS MANQUER!

VENTE DE LIQUIDATION
CHEZ ESCALADE ESTRIE

NOUVELLES COLLECTIONS
AUTOMNE-
HIVER 91-92



patagonia
Escalade Estrie
111, rue King Ouest, suite 101
Sherbrooke, J1H 1P5 564-1114

Un film sur la tuerie de
l'Assemblée nationale

Montréal (PC)

Le producteur montréalais Ian McLaren a entrepris le montage financier pour tourner un film basé sur la tuerie commise par le caporal Denis Lortie, le 8 mai 1984, à l'Assemblée nationale.

Devant être tourné en français, en 1992 espère-t-on, le long métrage de 3 millions \$ sera réalisé par Michel Brault. Jean Lapointe est pressenti pour jouer René Jolbert, ce vétéran et fonctionnaire qui était parvenu à raisonner Lortie; des auditions sont en cours pour le rôle de l'assassin.

M. McLaren, qui a déjà travaillé à Téléfilm Canada, serait aussi en bonne voie d'obtenir l'autorisation de tourner à l'Assemblée nationale, annonce un quotidien anglais de Montréal.

Mais à Québec, une collaboratrice de Jean-Pierre Saint-Onge (PLQ-Lapinière), président de l'Assemblée nationale, n'avait encore eu vent d'au-

Le pont s'écroule
sous le poids
d'un camion

Ste-Agathe (PC)

Un pont enjambant la rivière Rouge, sur la route 364, à Huberdeau, à 25 kilomètres à l'ouest de Ste-Agathe, s'est écroulé durant la nuit d'hier lors du passage d'un camion chargé de bois de pulpe.

Le pont s'est écroulé lentement, ce qui a permis au conducteur de sortir de son camion et de se sauver avant que la structure s'écroule, entraînant le véhicule et son chargement dans la rivière.

La route 364 sera fermée pour une période indéterminée et le trafic détourné par des chemins de ceinture, a fait savoir la Sûreté du Québec, qui a institué une enquête pour déterminer les causes de l'incident.

Le pont, d'une longueur d'environ 80 mètres, avait une capacité maximum de 12 tonnes.

Ex-psychologue
condamné à six
mois de taule pour
agressions sexuelles

Kingston, Ontario (PC)

Un ex-psychologue de la prison de Kingston en Ontario, qui traitait des détenus accusés d'agression sexuelle, a été condamné à six mois de prison pour avoir agressé sexuellement deux jeunes filles.

Michael Young, âgé de 42 ans, avait soigné quelques-uns des plus grands criminels au Canada. Il a plaidé coupable aux accusations portées contre lui.

Les actes qui lui étaient reprochés se sont produits il y a neuf ans lorsqu'il vivait avec les deux jeunes filles —elles avaient moins de 12 ans à l'époque— et leur père.

Après avoir purgé sa peine, Young sera soumis à trois ans de probation et devra recevoir des soins psychologiques.

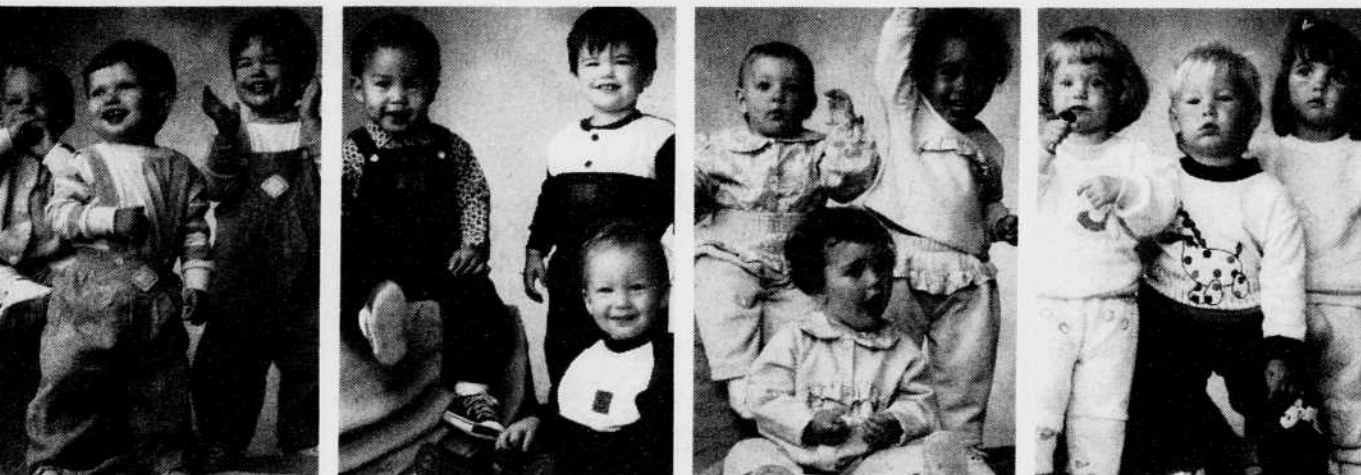
L'avocat de la défense, Me David Crowe, avait demandé une peine légère pour son client, précisant que Young lui-même avait été victime d'agression sexuelle durant son enfance et qu'il regrettait profondément ce qui est arrivé.

Par ailleurs, le représentant de la Couronne, Me Harry MacDonald, avait réclamé une peine sévère parce qu'il considère que Young a abusé de son autorité.

LES MEILLEURS PRIX LES MEILLEURES GARANTIES

LES JOURS BÉBÉ

VENDREDI
 ET SAMEDI
 DERNIÈRE
 CHANCE
 D'EN PROFITER!



6⁹⁹-16⁰⁹ 8³⁹-17⁴⁹ 9⁰⁹-19⁵⁹ 8⁹⁷
Coordonnés de qualité Fisher Price pour garçons. 12-24 mois. Ord. 9,99-23,99. Sélection de coordonnés mode «Banana Split» pour enfants de 12-24 mois. Ord. 11,99-24,99. Combinaison de velours côtelé, chemisier et pantalon, ou coordonnés en molleton. 12-24 mois. Ord. 12,99-27,99. Veste sélection de survêtements pour les filles et les garçons. Tailles 12-24 mois. Ord. 12,99 chac.



RABAIS
 20%

Assortiment complet d'accessoires Playtex pour soins de bébé.



17⁴⁹ 7⁶⁹-18¹⁹ 13⁹⁹-17⁴⁹ 3⁷⁴-26²⁴
Couches jetables Huggies format géant. Coordonnés Fisher Price pour fillettes. Coloris et modèle au goût du jour. 12-24 mois. Ord. 10,99-25,99. Ensembles 2 pièces ou nid d'ange en acrylique. 12-24 mois. Ord. 19,99-24,99. Literie «Dinosaur». Édredon, couvertures, draps, contour, etc. Ord. 4,99-23,99. 3,74-17,99. Literie «Disney». Édredon, draps, contour de lit, etc. Ord. 15,99-34,99. 11,99-26,24.



4⁹⁷ 6⁹⁷ 8⁹⁷ 22⁹⁴-127⁴⁹
chac. Assortiment de doreuses pour bébés. Tissus et jolis imprimés variés au choix. Ord. jusqu'à 7,99. Doreuses pour bébés, à prix avantageux. Modèles variés, tissus doux et imprimés tendres. Ord. jusqu'à 9,99. Pour le confort de Bébé, de jolies doreuses aux imprimés et coloris charmants. Hâtez-vous de magasiner chez M! Ord. jusqu'à 13,99. Assortiment de poussettes et landaus pour bébés! Ord. 26,99-149,99 ch.

Economiser, c'est magasiner chez

MasterCard VISA
RÉGION DE MONTRÉAL
Jean-Talton Est, 725-2418
Place Versailles, 351-3200
Place Alexis Nihon, 931-3861
Carrefour Laval, 688-6550
Centre commercial Pont-Viau, 669-1791
Galerie des Sources, 683-3200
Galerie Lachine, 637-4481
Place LaSalle, 365-5213
Châteauguay, 691-3750
Place Longueuil, 679-6190
Promenades St-Bruno, 653-1355
Mail Champlain, 465-4650
OUEST
Galerie Charlesbourg, 626-7341
Place Ste-Foy, 653-2891
TROIS-RIVIÈRES
Centre commercial Les Rivières, 379-1524
SOREL
Boul. Fiset, 742-4521
SHERBROOKE
Place Belvédère, 569-9755
HULL
Galerie de Hull, 770-8334
OTTAWA
Bayshore Shopping Center, 829-9191

82/15 - Prix en vigueur les 20 et 21 septembre 1991. Jusqu'à épuisement des stocks.

Chez M, vous obtenez les meilleurs prix en tout temps. Nous vous le garantissons. Si vous trouvez un article annoncé chez M à prix inférieur ailleurs, nous vous rembourserons LA DIFFÉRENCE PLUS 10%.

Il faut aussi s'attaquer aux coûts de production

— le président de la Banque nationale

Pierre ROBERGE Montréal (PC)

Le président de la Banque nationale André Bérard estime que la réduction des coûts de production dans l'activité économique est aussi importante que de rajuster à la baisse la valeur du dollar canadien.

Le Conseil du patronat du Québec et la CSN sont d'accord pour trouver le dollar surévalué à 88 cents US. M. Bérard veut bien



André Bérard, président de la Banque nationale

«mais ce ne serait pas une panacée de le dévaluer. Ce n'est pas la seule cause du malaise.

«Ce ne serait pas le seul remède. Si on ne fait pas un ménage dans les coûts d'opération en général, on n'avancera pas», a-t-il dit hier, à

l'issue d'une causerie devant le Cercle finance et placement du Québec.

Dans une cure de réduction des coûts structurels, explique M. Bérard, le fisc aurait certes un rôle à jouer: «Les Canadiens étant surtaxés, la conséquence c'est que les salaires bruts sont plus élevés, ce qui nuit en termes de coûts de production et à notre compétitivité.»

La politique du dollar de la Banque du Canada, admet le président de la BN, sixième banque à charte au pays, «nous a coûté cher mais c'est la seule façon d'obtenir une croissance sans inflation».

«Mais notre incapacité à contrôler les coûts et accroître la productivité ne doit pas être camouflée sous le tapis d'une dépréciation du dollar. Prenons le taureau par les cornes et remettons en question notre façon de faire les choses.»

La réduction des coûts, plaide-t-il, doit être simultanée dans les secteurs public et privé, accompagnée d'une décentralisation au plan politique: «C'est dément de constater que les échanges entre le Canada et les États-Unis sont plus libres qu'entre les provinces canadiennes.»

Dans l'affaire Lavalin, compagnie rachetée le mois dernier par le concurrent SNC, André Bérard affirme que les pertes de la BN ont été «minimales», sûrement en-deçà de 30 millions \$: «En fait ce fut un des meilleurs sauvetages par une banque au Canada, ce fut un travail fantastique, confirmé par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie Gerald Tremblay et la direction de SNC.»

Rita Johnston déclenche des élections en Colombie-Britannique

Victoria (PC)

A quelques semaines de l'expiration du mandat de cinq ans d'un gouvernement créditiste ébranlé par les scandales, le premier ministre de la Colombie-Britannique, Mme Rita Johnston, a annoncé hier la tenue d'élections générales le 17 octobre.

Au cours d'une conférence de presse retransmise en direct à la télévision, Mme Johnston a affirmé que les Britannico-Colombiens souhaitent un gouvernement capable de restaurer l'économie et de maintenir



Rita Johnston

la stabilité, tout en limitant le recours à des charges fiscales additionnelles.

«Il est temps de demander aux citoyens de cette province quelle sorte de gouvernement ils désirent vraiment», a-t-elle dit. «Désirent-ils un gouvernement plus puissant, ou un meilleur gouvernement? La question est aussi simple que cela.»

Agée de 56 ans, Mme Johnston croit qu'elle peut rééditer l'exploit de son prédécesseur, M. Bill Vander Zalm.

Celui-ci avait su astucieusement profiter de l'impact de sa victoire à la course au leadership de juillet 1986, pour accroître la popularité des Créditistes au sein de la population et défaire le gouvernement néo-démocrate, le 22 octobre 1986.

Mais, la lune de miel a été de courte durée et les Créditistes ont été éclaboussés régulièrement par les scandales et paralysés par des luttes intestines qui ont entraîné des démissions en série au sein du Cabinet.

La dernière et non la moindre des victimes de ces épisodes troubles aura été le chef même du gouvernement.

M. Vander Zalm a dû démissionner, le 2 avril dernier, dans le sillage d'un présumé conflit d'intérêt relatif à la vente des terrains du parc thématique Fantasy Gardens. Cet emplacement avait été cédé au coût de 16 millions \$ à un milliardaire de Taiwan qui avait reçu le traitement royal du gouvernement, incluant un dîner en compagnie du lieutenant-gouverneur de la province, David Lamb.

Wells n'a pas changé d'idée

Manon CORNELIER Ottawa (PC)

Alors que le gouvernement fédéral se prépare à déposer ses offres constitutionnelles, le premier ministre libéral de Terre-Neuve Clyde Wells a répété hier qu'il s'opposait à ce que la constitution permette au Québec de promouvoir et de protéger sa langue.

Parlant des différentes demandes constitutionnelles du Québec au fil des ans, il a soutenu qu'aucune n'était vraiment acceptable que ce soit un statut particulier, un veto constitutionnel ou la souveraineté-association.

«La dernière était la reconnaissance du Québec comme société distincte et l'exigence que la constitution soit interprétée de manière à ce que le Québec ait le droit de protéger et de promouvoir son identité distincte. Le problème avec ces propositions, c'est qu'elles détruiraient l'égalité des citoyens, l'égalité des provinces ou les deux», a-t-il déclaré lors d'un discours prononcé devant la Société du Barreau du Haut-Canada réunie à Ottawa.

Pour cette raison, il ne pourra jamais y souscrire. A son avis, les inquiétudes du Québec peuvent être

calmées. Il s'agit, selon lui, d'exiger que tout changement constitutionnel affectant la culture ou la langue soit adopté non seulement par la majorité des sénateurs de toutes les provinces mais aussi par la majorité des sénateurs québécois. Ces sénateurs devraient être élus et chaque province devrait en avoir un nombre équivalent.

Selon M. Wells, le Québec est identique aux autres provinces en matière de finances et de transports, par exemple. Il n'est différent qu'au niveau de la langue, de la culture et du code civil et ce n'est qu'à ces égards qu'une double majorité au Sénat devrait être prévue.

Les propos de M. Wells arrivent

moins de deux jours après le discours du ministre fédéral des Affaires constitutionnelles Joe Clark à Québec où il affirmait que la constitution devait reconnaître le caractère distinct du Québec de façon significative.

M. Wells est passé à l'avant-scène l'an dernier en s'opposant farouchement à l'Accord du lac Meech et en tentant jusqu'à la dernière minute de retirer l'appui donné à l'accord par son prédécesseur, M. Brian Peckford.

S'il n'en tenait qu'à lui, une situation semblable ne devrait plus se produire. Il a en effet indiqué hier qu'il s'opposait à ce que certains amendements constitutionnels nécessitent l'unanimité des provinces. Il voudrait

que tout changement puisse être adopté par sept provinces représentant 50 pour cent de la population canadienne.

Il refuse d'accorder un veto au Québec. A son avis, les intérêts des Québécois seraient protégés par le biais de la double majorité au Sénat sur les questions de culture et de langue.

«On ne peut nier, a-t-il dit, le caractère distinct du Québec sur le plan sociologique. Cependant, a-t-il ajouté, la reconnaissance de ce caractère n'en fait pas une province différente en terme de statut, de droits ou de juridictions. C'est toujours une province de cette nation. Ses citoyens n'ont ne sont pas différents des autres.»

Benoît Bouchard refuse d'endosser à l'avance les propositions fédérales

Québec (PC)

Le ministre de la Santé, Benoît Bouchard, refuse d'endosser à l'avance les propositions constitution-

nelles qui seront publiées mardi matin par le gouvernement fédéral.

«On verra le document exactement, mardi, et alors je pourrai commente», dit M. Bouchard. Il n'a pas voulu en dire davantage après avoir

été invité à deux reprises à préciser si l'on peut prendre pour acquis qu'il est d'accord avec les propositions qui seront présentées par son collègue Joe Clark.

«J'espère que nous pourrions déclencher un débat. C'est notre objectif. Notre but n'est pas de présenter des propositions à prendre ou à laisser», ajoute M. Bouchard, qui explique que le gouvernement tente «d'avancer ce que nous croyons acceptable mais ce n'est absolument pas définitif».

Loin de se présenter comme celui qui tentera de convaincre les Québécois de la valeur des propositions initiales d'Ottawa, le lieutenant québécois du premier ministre Mulroney précise plutôt qu'à compter de mardi, «personnellement, mon rôle ne sera que d'être à l'écoute de ce que les Canadiens auront à dire».

M. Bouchard faisait hier une très brève et très discrète visite à Québec, où il a pris la parole devant le congrès du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada.

«Si le Québec, en particulier, veut des offres qui seront pleinement acceptées par le reste du pays, ces propositions doivent d'abord être soumises aux Canadiens de tout le pays pour voir si elles sont acceptées», soutient M. Bouchard.

«Evidemment, ce n'est pas dans une perspective souverainiste» que se situe cette «direction» que le gouvernement fédéral soumettra la semaine prochaine à la population. «Nous savons très bien que rien ne saurait être acceptable pour le PQ et le Bloc québécois».

Dans son ensemble, prévoit M. Bouchard, la population du Québec va «scruter les propositions. Cela ne sera pas accepté au Québec comme l'entente du lac Meech l'a été parce que le contexte est différent. L'expérience de Meech a été très douloureuse et on ne peut pas oublier cela. Le Québec n'a pas pardonné du tout. Cela demeure et les propositions seront examinées dans ce contexte.»



Un convoi du CN prend feu

Après avoir percuté une semi-remorque à un passage à niveau, un convoi de marchandises du CN pris feu et a explosé hier matin à 35 kilomètres à l'Ouest de North Bay, dans le nord ontarien. Les trois locomotives tirant une centaine de wagons ont quitté les rails et une vingtaine de wagons se sont entassés les uns sur les autres. Un incendie s'est déclaré presque immédiatement et des citoyens logeant à peu de distance sont accourus pour tirer hors de danger le chauffeur du camion. Le conducteur du train et un serre-freins ont été menés à l'hôpital pour des blessures légères.

A TRAVERS LE PAYS

Adolescent blessé par la police

Toronto (PC) — Un adolescent de 17 ans repose dans un état grave, mais stable, à l'hôpital après avoir été atteint d'un projectile d'arme à feu tiré par un policier qui poursuivait cinq suspects dans une affaire de vol de véhicule automobile, dans la région de Toronto.

La police a dévoilé peu de détails

relatifs à cette affaire, dont le fait que l'adolescent blessé ait été armé ou non, ainsi que la nature de ses blessures.

Selon le porte-parole de la police, Pat Tallon, «il y a eu confrontation». Ni le nom du policier ni celui de l'adolescent, tous deux de race noire, n'ont été révélés.

100 \$ d'amende pour avoir vanté le PLQ

Québec (PC) — Marcel Mandeville, qui avait utilisé de l'argent de la Fondation des aînés du Québec pour vanter le Parti libéral lors des dernières élections provinciales, a été condamné à 100 \$ d'amende, a annoncé hier le Directeur général des élections, Pierre F. Côté.

Devant le juge Robert Iuticone de la Cour du Québec, M. Mandeville a plaidé coupable la semaine dernière d'avoir enfreint l'article 413 de la Loi électorale.

Cet article précise que seul un agent officiel d'un candidat peut effectuer des dépenses pour favoriser l'élection de ce candidat au cours d'une campagne électorale.

L'article vise à empêcher les groupes de pression d'intervenir pendant une campagne électorale, en favorisant financièrement un candidat ou un parti politique au détriment d'un autre et de fausser ainsi le jeu de la démocratie.

Procès bilingue refusé

Ottawa (PC) — La Cour Suprême du Canada a rejeté la requête présentée par un Québécois accusé de meurtre, désirant obtenir un procès bilingue devant les tribunaux de Colombie-Britannique.

Jean Victor Beaulac, 30 ans, est détenu depuis plus de deux ans, relativement à une accusation de meurtre au premier degré, en rapport avec le décès de Mary Anne Medwayosh dont le corps a été retrouvé dans une rivière de Vancouver-Nord.

Les dispositions du Code criminel qui garantissent le choix de la langue dans les procès entendus en Colombie-Britannique sont entrées en vigueur en janvier 1990. Cependant, Beaulac avait été cité à son procès un an avant l'adoption de ces mesures.

Depuis ce temps, Beaulac a remercié trois avocats de leurs services, occasionnant ainsi des délais dans cette cause et a subi un procès qui a avorté faute d'un consensus au sein du jury.

Première comparution de Vander Zalm

Victoria (PC) — L'ex-premier ministre de Colombie-Britannique Bill Vander Zalm, accusé d'abus de confiance, a comparu pour la première fois en cour hier. Le procès a aussitôt été ajourné au 21 octobre.

La comparution de M. Vander Zalm n'a duré que cinq minutes, le temps pour son avocat de demander un ajournement du procès.

Fin de la grève du transport en commun

TORONTO (PC) — Les travailleurs en grève du transport en commun de Toronto se sont prononcés hier en faveur d'une entente controversée, mettant un terme à un arrêt de travail d'une durée de huit jours qui a ennuyé plus de 500 000 banlieusards de la plus importante ville du Canada.

Des 5089 votes enregistrés, 3011 ou 59 pour cent ont été en faveur de l'en-

tente, 2073 s'avérant contre celle-ci. «Visiblement, il y a soulagement que la grève soit terminée», a déclaré Ray Hutchinson, dirigeant du local 113 du Syndicat uni du transport, lors d'une conférence de presse tenue à la suite de l'annonce du résultat du vote.

M. Hutchinson a toutefois précisé que les 8600 chauffeurs et préposés à l'entretien et aux billets ne seront pas tous heureux de reprendre le travail.

SONDAGE GALLUP

Les conservateurs regagnent trois points

Sherbrooke (MF)

Les libéraux poursuivent leur domination dans les sondages, recueillant 38 p. cent des intentions de vote au niveau national, alors que le parti conservateur grimpe de trois points par rapport au mois dernier, à 16 p. cent.

Quant au NPD, il a l'appui de 26 p. cent des électeurs. Au Québec, le portrait électoral est passablement différent: le Bloc québécois (32 p. cent) talonne le parti libéral (34 p. cent), loin devant le parti de Brian Mulroney à 19 p. cent et le NPD, à 13 p. cent. Les intentions de vote sont à peu près les mêmes qu'en août. Près de quatre canadiens sur dix ignorent toujours à qui vouer leur confiance

au plan politique. Selon la firme Gallup, qui a réalisé le sondage, cette constance dans les résultats reflète le peu d'activité sur la scène nationale au cours des dernières semaines. La rentrée parlementaire et le dépôt des offres constitutionnelles devraient donner un peu de vigueur aux débats politiques, soutient Gallup. Le parti conservateur ne récolte la majorité des intentions de vote dans aucune région au pays, mais atteint un sommet à 25 p. cent dans les Maritimes, alors que seulement 12 p. cent des Ontariens voteront «bleu» si des élections étaient déclenchées aujourd'hui, loin derrière les Libéraux à 49 p. cent. Le NPD, pour sa part, domine en Colombie-Britannique, avec 43 p. cent des intentions de vote.

ATELIER DU STORE inc

SPECIALS CHOC!

SUPER RABAIS sur

STORES HORIZONTAUX en aluminium, sur mesures

PRÊTS EN 24 HEURES

VERTICAUX en PVC, 2 et 3 1/2 po., sur mesures - unis - gaufrés - à cannelure - treffés

LIQUIDATION

d'un vaste choix de tissus pour stores verticaux

STORES EN PVC POUR PORTE PATIO

Ex.: 75 po x 84 po

A partir de **49,95** (Valeur incluse) Jusqu'à épuisement des stocks

SPÉCIAL sur fenêtres de sous-sol

COUVRE-LITS COUSSINS DÉCORATIFS

1. SERVICE À DOMICILE 2. ESTIMATION GRATUITE

3. SERVICE D'INSTALLATION 4. RÉPARATIONS

MANUFACTURIER DE STORES

133, rue Alexandre, Sherbrooke, 562-2109

30595x

Lire La Tribune n'a jamais été aussi excitant

3000

points offerts cette semaine dans

La Tribune

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:

43416308

Sinon, composez sans frais, le

1-800-563-8688

31010